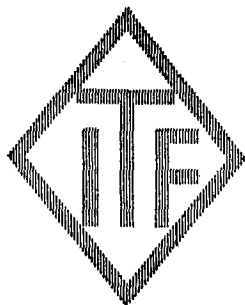


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



4ème année  
N°23

Amsterdam, le 14 novembre 1936.

Meurtres en Allemagne (I.T.F.) Afin de briser toute résistance organisée contre des avilissements ultérieurs de la situation des ouvriers allemands, la Gestapo a procédé dans tout le Reich à des arrestations en masse. Vu qu'elle ne connaît pas les noms de ceux sur qui repose l'organisation clandestine, elle a arrêté sans aucune distinction de nombreux anciens permanents des organisations ouvrières dissoutes par les Nazis. On soumit ces hommes à des tortures afin de les amener à donner des renseignements sur les groupements clandestins. Deux syndicalistes allemands bien connus ont été martyrisés à mort à Hanovre à l'occasion de ces "interrogatoires": Otto Brennecker, ancien permanent de mérite de l'organisation libre des travailleurs de l'habillement anéantie par les Nazis et ancien secrétaire régional de la Centrale syndicale allemande, et Willi Scheinhardt, ancien secrétaire régional de la Fédération allemande des ouvriers d'usine. Attendu qu'ils n'avaient rien à avouer on les a lâchement assassinés de même que de nombreux travailleurs inconnus qui ont préféré mourir que de trahir un camarade.

Le 4 novembre Edgard André, ancien dirigeant du groupement communiste du Front rouge a été exécuté à Hambourg. Un tribunal nazi l'avait condamné à mort en se basant sur des déclarations de témoins, faites sous pression et apparemment mensongères. Le tribunal a dû, dans son exposé des motifs, aller jusqu'à reconnaître: " la preuve de la culpabilité de l'accusé au sens du droit pénal n'a pas pu être fournie avec certitude". Cela ne l'a pas empêché de prononcer la sentence de mort. Dans plusieurs pays des témoins à décharge se sont offerts. 26 députés à la "maison des Communes et deux membres du gouvernement français ont en même temps que beaucoup d'autres personnalités de premier plan, fait appel à Hitler pour qu'il empêche ce meurtre judiciaire s'accomplisse. André lui-même a refusé de signer un recours en grâce; il voulait la justice non pas une grâce. Hitler qui jusqu'ici a presque toujours grâcié les meurtriers de femmes, a laissé ce meurtre judiciaire s'accomplir.

Condamnations à mort en Italie (I.T.F.) Le 30 août 300 ouvriers environ des Aciéries de Terni (Ombrie) ont été arrêtés pour avoir manifesté en faveur des travailleurs espagnols. A présent le tribunal spécial fasciste, siégeant à Terni à huis

clos, a condamné à mort --ainsi annonce la "Pravda" de Moscou du 29 octobre-- cinq des inculpés et vingt cinq autres à 30 ans de travaux forcés.

### L'Etat policier "chrétien".

(I.T.F.) Le cabinet du dictateur autrichien Schusschnigg a été remanié pour la septième fois. Quelques ministres dont il avait été divulgué qu'ils avaient accepté de l'argent de la Société d'assurance Phoenix ne pouvaient pas être maintenus plus longtemps. Le ministre du Commerce et des Communications Stockinger qui avait exercé ses fonctions en veillant non en dernier lieu aux intérêts de son commerce en gros de denrées alimentaires, eut à disparaître en même temps que le ministre des Finances, le vice-chancelier et le ministre de la Justice. Pour ne pas lui faire perdre tout gagne-pain, Stockinger a été nommé président des chemins de fer fédéraux autrichiens. L'ancien ministre de la Justice qui a épousé une archi-duchesse de la Maison des Habsbourg deviendra le chef de l'organisation "Neues Leben (Vie Nouvelle)" groupement qui, fondé selon le modèle de la Société récréative allemande "Kraft durch Freude" (La Force par la Joie), sera appelé à contrôler les loisirs des travailleurs autrichiens.

Cette transformation du cabinet est d'une grande importance pour les travailleurs, car les fonctionnaires publics, la police, et les communications ont été livrés à présent à l'autorité de partisans enragés du troisième Reich. Le ministère de la police, très important en cas d'incidents éventuels a été confié à l'ancien ministre de la Prévoyance sociale Neustädter-Stürmer, un noble italien dont l'idéal politique est un bloc fasciste italo-allemand. Aussi l'organe du ministère allemand des Affaires étrangères mentionne-t-il cette nomination avec une satisfaction toute spéciale. (Frankfurter Zeitung, 5 novembre). Neustädter-Stürmer est connu comme étant un adversaire fanatique des organisations ouvrières catholiques. Un homme de confiance de Berlin, un certain von Glaise-Hortenaus est devenu ministre de l'Intérieur et le syndic de la Chambre de commerce de Graz, Taucher, qui entretient des relations excellentes avec l'industrie lourde allemande est devenu Ministre du Commerce et des Communications.

Le sous-secrétariat pour les questions ouvrières qui avait été provisoirement laissé vacant, a de nouveau été occupé. Le poste a été confié à Hans Rott, chef fédéral suppléant du corps de défense (entretiens dissous) des organisations ouvrières chrétiennes. Rott a rendu d'excellents services en sa qualité de chef du corps de défense des postes et télégraphes par la création d'une organisation d'espionnage dans l'entreprise. On le voit: les questions ouvrières devront plus encore que par le passé être "solutionnées" par des experts policiers.

### Ceux qui siègent dans le cabinet à Vienne

(I.T.F.) Le ministre de la Police dans le nouveau cabinet Schusschnigg est M. von Neustädter-Stürmer, adversaire violent de toutes organisations ouvrières, même des organisations chrétiennes. Jusqu'en octobre 1935 ce Neustädter-Stürmer était ministre de la Prévoyance sociale. Lorsqu'il dut libérer la place la Oesterreichische Arbeiterzeitung, organe central du mouvement syndical chrétien des ouvriers et employés autrichiens, le caractérisa d'une manière frappante: "Le ministre Neustädter-Stürmer a fourni une preuve irréfutable de l'insuffisance de ses connaissances pratiques pour les nécessités des fonctions qui lui ont été confiées. Son manque de capacités pour les fonctions de ministre de la Prévoyance sociale allait encore de pair avec une arrogance sans pareille et une tendance de vouloir toujours avoir raison. Il a opposé de la haine au mouvement ouvrier chrétien et à ses dirigeants et il a ressenti une joie enfantine lorsqu'il pouvait manifester son opposition à ses hommes, fût-ce par des coups d'épingle."

### Les salaires baissent en Autriche

(I.T.F.) Les inspecteurs du Travail autrichiens, fonctionnaires de la dictature, arrivent dans le rapport annuel qui vient de paraître à la constatation que voici: "Bien que le niveau des salaires fût déjà fort bas, une baisse ultérieure a de nouveau pu être constatée de manière presque générale dans l'année sur laquelle porte ce rapport (1935).-- Les réductions du taux

des salaires se sont manifestés aussi nettement dans l'établissement des nouveaux taux contractuels. De même que les autres années, des salaires restant au-dessous des taux stipulés ont été constatés dans de nombreux cas" (Arbeiterwoche" 24 octobre 1936).

Le travail à la tâche dans le Troisième Reich, cauchemar des ouvriers.

(I.T.F.) Dans le Troisième Reich les salaires à la tâche sont fixés d'une manière unilatérale conformément aux principes autoritaires, par l'employeur ou par son représentant. Les ouvriers eux, n'ont plus rien à dire. Un tribunal prud'homal nazi vient d'aller jusqu'à accorder aux employeurs le droit d'avilir à tel point les bases pour le calcul du salaire à la tâche, que le revenu baisse au-dessous du salaire horaire garanti par contrat (jugement du 8 avril 1936 du tribunal prud'homal de Wuppertal). L'indignation des ouvriers au sujet du travail éreintant qu'exigent ces taux trop bas est si grande que le Front allemand du Travail se plaint d'une "atmosphère de lutte de classe". "Il n'est un secret pour personne -- ainsi l'organe du Front du travail d'Allemagne occidentale -- que c'est précisément le calcul des taux aux pièces qui donne lieu à beaucoup de mécontentement et que c'est là non seulement le cauchemar de tous ceux qui travaillent mais encore que ces méthodes ont souvent pour cause de ressusciter dans les entreprises une "atmosphère de lutte de classes". (Der Ruhrarbeiter ler numéro de novembre.)

Graves critiques.

(I.T.F.) Les discussions sur la situation actuelle économique de l'Allemagne ont pris parmi de vastes couches un caractère très sérieux et de grave critique". (Ruhrarbeiter, organe du Front allemand du travail, premier numéro de novembre).

Les esclaves d'Hitler.

(I.T.F.) Le régime de la Croix gammée pèse de plus en plus lourdement sur les travailleurs allemands. Les restrictions à la liberté de mouvement ont été suivies à présent, sous le signe du plan quadriennal pour un réarmement, par une déportation arbitraire d'ouvriers jusque dans les provinces les plus éloignées. Jusqu'ici les autorités nazies s'étaient bornées à expédier des chômeurs, selon leur bon plaisir, à faire ci ou là, du travail forcé. A présent, le Troisième Reich a commencé à déplacer dans d'autres provinces les travailleurs de l'industrie comme s'il s'agissait de simples soldats du travail. Ces méthodes ont commencé l'été dernier déjà. En Thuringe des ouvriers d'industrie déficitaires ont été "mis en congé" et forcés à aider à la moisson. Les ouvriers qui refusaient de se laisser employer à ces travaux agricoles étaient licenciés en due forme et ayant perdu leur emploi par "leur propre faute", ils n'avaient droit pour commencer à aucune allocation de chômage. Il va sans dire que ces "moissonneurs" n'étaient rétribués qu'aux taux les plus bas payés aux ouvriers agricoles.

Les travailleurs avaient à supporter "dans l'intérêt national" la réduction sensible de leur revenu ainsi que les dépenses accrues d'un double ménage. Les industriels étaient très satisfaits de ce système qui leur permettait -- ainsi que l'écrit le Angriff du 17 octobre -- de soulager considérablement le compte des salaires pendant la morte saison. Le déplacement forcé des moissonneurs s'est fait sans aucune base légale. Depuis que toutefois le général Göring a obtenu de Hitler -- qui comme toujours reculait devant des responsabilités personnelles -- des pouvoirs illimités pour rogner davantage les droits des travailleurs, le système de transformer de libres ouvriers en des soldats du travail privés de tous droits a été sanctionné par la loi et pratiqué dans une vaste mesure. Le 24 octobre, la majorité des 250.000 soldats du service du travail ont été appelés à faire la récolte des pommes de terre et des raves. Les paysans n'avaient à leur payer que le salaire d'un ouvrier agricole mineur. Ils économisaient les allocations familiales payées aux laboureurs mariés et avaient en outre la certitude que, grâce à la discipline militaire, le rendement de leurs aides serait de beaucoup supérieur. Avec cela l'application des lois sociales ne joue pas et conformément aux ordres, "le service du travail" doit s'effectuer aussi les dimanches et jours de fête. Les soldats du travail ne touchent eux-mêmes pas un pfennig. Leur salaire était versé à la caisse du camp du travail dont ils relevaient qui, grâce à ces versements, a pu améliorer la nourriture réputée pour être devenue ces derniers mois de plus en plus mauvaise.

On en est déjà là !

(I.T.F.) Le "Ruhrarbeiter" organe officiel du Front du travail pour la région industrielle rhénano-westphalienne (4ème numéro d'octobre) se plaint: "On en est hélas déjà arrivé dans bien des entreprises au point que les hommes chuchotent entre eux que "le chef d'entreprise ne fait pourtant que ce qui lui plaît".

Le premier geste de Göring.  
Tentative d'étouffer le mouvement  
revendicatif des ouvriers spécia-  
listes

(I.T.F.) De plus en plus les entreprises métallurgiques et sociétés de bâtiment allemandes se ressentent du manque d'ouvriers spécialisés. Fin septembre de nouvelles

commandes importantes d'armements ont été passées notamment par le ministère de l'Air et par le commandement des troupes motorisées, commandes destinées en partie au remplacement d'unités désuètes livrées aux rebelles espagnols et à certains Etats balkaniques. Dans les travaux de fortification à l'ouest du pays, le rythme du travail a à nouveau été accéléré; le Troisième Reich désire terminer le plus rapidement possible les fortifications à la frontière franco-allemande en considération de la nécessité de devoir aussi en construire à la frontière Est, du côté de la Pologne. La militarisation de Dantzig va dans ce même sens.

Le manque de main-d'oeuvre spécialisée découlant du surcroît de travail des entreprises du bâtiment et de la métallurgie à la suite du réarmement, poussé a encore été aggravé du fait que tous les effectifs de l'armée qui, pour ses corps spéciaux, met la main sur beaucoup d'ouvriers spécialistes, ont été doublés à partir du 1er octobre. C'est pourquoi une course s'est engagée autour des ouvriers spécialistes. Les ouvriers ont saisi cette occasion pour arracher des augmentations de salaire, bien que Hitler eût interdit toutes les améliorations de salaires. Il est vrai que pour une série d'entreprises il a été interdit par une intervention des autorités militaires que des ouvriers spécialistes acceptent des emplois mieux payés, mais le Troisième Reich n'a cependant pas osé imposer une interdiction générale d'un changement d'emploi. On conçoit donc que les ouvriers spécialistes ont pu enregistrer des succès notables. Les entreprises moins puissantes qui se voyaient privées de leur main-d'oeuvre exigèrent qu'on fixe des taux maxima, mais les grosses entreprises paient à leurs spécialistes des augmentations clandestines. Dans la Société Rheinmetall à Dusseldorf, un tourneur reçoit une "prime" mensuelle de Rm.78.- qui ne peut pas être qualifiée de salaire et qui n'est pas non plus déclarée pour l'impôt.

Les tentatives d'étouffer ce mouvement des métallurgistes échouèrent. Dans quelques régions, les employeurs ont conclu entre eux des accords pour empêcher le départ de main-d'oeuvre, mais les ouvriers résistèrent souvent avec succès en pratiquant la résistance passive. Les employeurs toutefois ne se laissèrent pas faire et saisirent de leurs griefs le général Göring, chargé de pouvoirs de Hitler pour le deuxième plan quadriennal de l'armement allemand. Göring décréta sur le champ que, à partir du 1er décembre, on ne pourrait plus engager plus de neuf ouvriers métallurgistes par trimestre sans une autorisation du bureau de placement. Sont considérés comme ouvriers "métallurgistes" au sens de ce décret, les ouvriers spécialistes, les manoeuvres spécialisés, les contre-maitres et les techniciens. L'octroi de l'autorisation dépendra en première ligne de l'importance stratégique des commandes passées à l'entreprise en cause<sup>et</sup> du nombre des ouvriers métallurgistes disponibles (Berliner Tageblatt, 10 novembre).

C'est le premier geste de Göring en vertu de ses nouveaux pouvoirs!

Par ordre d'importance.

(I.T.F.) Le général Göring a établi comme suit l'ordre des tâches importantes pour l'Etat et l'économie du 3ème Reich. Il y a d'abord et avant tout autre chose l'armement, ensuite l'approvisionnement, suit l'extension de la production de matières "ersatz", alors l'encouragement des exportations et en fin de compte "la création de logements salubres" (Berliner Tageblatt).

Les femmes dans l'industrie alle-  
mande.

(I.T.F.) L'Office de statistique du Reich publie (dans le 2ème numéro d'octobre de "Wirtschaft und Statistik"

un aperçu sur le travail des femmes dans l'industrie allemande depuis 1933. Au début de la dictature 1,1 million de femmes travaillaient dans l'industrie allemande, fin 1934 il y en avait 1,4 million et durant le premier semestre de 1936, le nombre en était de 1.460.000 dont (suivant une communication dans le Bulletin du Travail du 5 octobre) 40.000 domiciliées dans la Sarre. Depuis 1934, le travail des femmes dans l'industrie n'a donc pratiquement plus augmenté bien que dans la même période le nombre des ouvriers employés dans les industries de l'armement se soit sensiblement accru. Dans les industries importantes pour les préparatifs de guerre et dans celle du bâtiment on n'emploie que peu de femmes. La proportion des femmes dans la main-d'oeuvre industrielle a donc baissé. Dans l'ensemble de l'industrie (y compris les mines et le bâtiment) il y avait en 1933, 29,3% de main-d'oeuvre féminine, ce pourcentage baissa à 27% en 1934, 25,5% en 1935 et 24,5% dans le premier semestre de 1936.

"L'augmentation de l'emploi de main-d'oeuvre féminine dans l'industrie allemande remonte à la période de la guerre. Après la guerre c'étaient les pertes de fortune dues à l'inflation qui ont poussé les femmes à chercher des emplois rémunérés. Suivit la rationalisation qui vu la politique des hauts salaires favorisa sensiblement l'emploi de la main-d'oeuvre féminine" (meilleur marché Réd.) (Wirtschaft und Statistik, N°15)

Dans "Wirtschaft und Statistik" N°20 de 1936, nous lisons: "Le critère adopté ces dernières années relativement à l'emploi des femmes était que la femme doit de nouveau être ramenée davantage à sa tâche naturelle de ménagère et de mère".

Les tentatives de substituer des hommes aux femmes échouèrent cependant dans bien des industries. Les fabriques de lattes, planchettes etc. durent reprendre en service les ouvrières licenciées en 1933. Les fabriques de câbles constatèrent à leur tour que les hommes n'avaient pas l'habileté voulue pour enrrouler les fils sur les bobines des dynamos. La tentative de remplacer les sténo-dactylos femmes par des hommes dut être abandonnée.

Il eût cependant été possible d'écarter la main-d'oeuvre féminine si les Nazis avaient eu recours à tout leur prestige en dictant que les femmes devaient avoir un salaire égal à celui des hommes. Ils n'y ont pas songé. Au contraire, les salaires féminins furent réduits. L'Annuaire statistique du Reich allemand renseigne sur le mouvement des salaires des ouvriers dans dix industries; dans sept de ces industries les Commissaires au travail ont fait baisser les salaires contractuels en dépit de la hausse du coût de la vie, sous le niveau d'octobre 1932. Avec cela, les femmes touchent des salaires inférieurs encore aux taux contractuels. Dans l'industrie de la chaussure par exemple les ouvrières touchent 15% de moins que le tarif. Ce n'est pas étonnant que dans ces circonstances les employeurs aient tenté d'engager pour peu que possible des femmes mal rétribuées.

Dans les industries de guerre, les employeurs ont été soutenus dans ces tendances par l'armée. Celle-ci exige en effet que même avant qu'une guerre soit déclenchée les femmes soient formées pour travailler dans l'industrie des armements. Ne lisons-nous pas dans la rubrique sur l'industrie de la défense, inspirée par le ministère de la guerre, dans le "Deutsche Volkswirt": "...Ne serait-ce pas une précaution sage que de penser dès à présent à former techniquement une partie de nos femmes afin que celle-ci soient en mesure d'enseigner plus tard à leurs collaboratrices toutes les opérations et manipulations dont les femmes n'ont pas la coutume. Il serait certes possible de créer dans les entreprises de quelque importance des emplois où de pareilles femmes spécialisées pourraient dès maintenant être occupées en un petit nombre proportionnellement au personnel total. Les études techniques devraient aujourd'hui déjà être recommandées à nos femmes et on devrait assurer des emplois pour plus tard à celles qui feraient ces études. Il est incontestable que le travail effectué par les femmes pendant la guerre posait de hautes exigences à leurs forces physiques; il ne faut pas oublier toutefois d'autre part que sur ces entrefaites des installations ont été créées dans la majorité des entreprises qui épargnent précisément la force manuelle -- par exemple des grues, outils de batte pneumatiques, polisseuses et foreuses, engins de transport etc. -- et que sur le terrain hygiénique des améliorations précieuses ont été apportées qui permettraient dans la plupart des cas, lorsqu'il y a urgence, l'exécution du travail par des femmes." (Deutscher Volkswirt, 6 novembre 1936.)

On n'en est pas resté à des considérations. "Wirtschaft und Statistik N°20 écrit: " Il semble que le recul de la main-d'oeuvre féminine parmi les salariés industriels est arrivé à un arrêt en été 1936 (moment de la prolongation du service militaire à deux ans Réd.). Dans bien des entreprises on exige déjà des femmes du travail spécifiquement masculin. Dans les Adlerwerke à Francfort s/M. on emploie par exemple depuis des mois des femmes dans le service du polissage et de taille. Les ouvrières du textile sont formées pour tourner des obus et fabriquer des explosifs. Les femmes allemandes ne doivent pas seulement mettre au monde des enfants destinés à remplacer ceux qui tomberont dans la guerre à venir, elle doivent aussi faciliter la préparation de la conflagration mondiale à laquelle tend le Troisième Reich.

Les associations ouvrières catho- (I.T.F.) Le cardinal Faulhaber, liques dans le Troisième Reich. archevêque de Munich, vient de publier un exposé détaillé sur la destruction systématique des associations ouvrières catholiques par les nationaux-socialistes ("Die Kirche und die Arbeitervereine"). L'écrit rappelle la promesse solennelle faite par Hitler, le 28 avril 1933, au cardinal Bertram: " Je puis vous assurer, Monseigneur, qu'aucune intention n'existe d'agir contre ces associations pour autant qu'elles n'ont pas de tendances de parti hostiles au régime actuel". La brochure ne se risque évidemment pas à reprocher à Hitler une rupture de parole; elle se contente d'une énumération sans commentaires. Le 22 juin 1933 le Dr. Ley déclara que "les associations ouvrières dites catholiques et protestantes sont à considérer comme ennemies de l'Etat" et qu'il était "plus que temps qu'elles disparaissent". Suivit une vague de confiscations, interdictions de réunions, fermeture de bureaux. En juillet 1933, Hitler s'engagea à nouveau par le concordat à garantir "la vie propre" des associations ouvrières catholiques. En août toutefois, les plaintes recommencent. Le 28 avril 1934, le Dr. Ley ordonne l'expulsion des membres du Front du travail, les priant ainsi du droit à un gagne-pain.

La démarche des évêques se réclamant du Concordat ne servit à rien, le Front du travail déclara tout bonnement qu'il s'agissait d'organisations politiques. Lorsque dans un message pastoral, les deux archevêques bavarois déclarèrent (le 1er juin 1935) que l'affirmation du Dr. Ley était "un mensonge qui ne devient pas vérité parce qu'on le répète", la police interdit le message pastoral. Le 17 mai 1936, de nouvelles instructions ont été données déclarant que l'adhésion à un groupement ouvrier catholique était inconciliable avec celle au Front du travail. Leurs concessions au régime n'ont aidé en rien les associations ouvrières catholiques.

La joie, fille de la liberté (I.T.F.) La "Prager Presse" du 5 novembre publie l'interview suivante accordée par le sous-secrétaire d'Etat français, Lagrange: "Le gouvernement Blum a ouvert aux travailleurs par la loi sur la semaine de 40 heures et par les congés payés, de nouvelles possibilités de culture intellectuelle et de délasserment. Il a à présent la tâche de fournir les moyens permettant d'organiser d'une manière appropriée les loisirs des ouvriers." "Nous tendrons d'abord à favoriser systématiquement les sports; notre deuxième tâche sera de susciter de l'intérêt pour les voyages. Ces derniers 5 mois le nombre des auberges de la jeunesse a triplé. Nous avons introduit une réduction de 40% sur les billets de chemins de fer de voyageurs individuels et avons intercalé des trains spéciaux à des conditions encore plus avantageuses. Nous avons en outre conclu des accords avec des hôteliers pour une diminution des prix de pension. Le résultat a été étonnant dès cette année. Des succès particuliers ont été enregistrés avec les billets dits Lagrange. Les réseaux ont fait des recettes record. En août plus de 325.000 billets ont été vendus malgré le fait que bien des familles avaient déjà disposé autrement de leurs vacances et que nous nous trouvions encore en pleine période de grève. Les caravanes seront évitées et nous tiendrons compte largement dans l'organisation des loisirs de l'individualisme français Interrogé quant à la différence entre l'organisation allemande de "Kraft durch Freude" et la nouvelle initiative française, Léo Lagrange déclara: "Nos aspirations n'ont rien à voir avec "Kraft durch Freude". Nous ne voulons pas la Force par la Joie, mais la Joie toute pure. Il ne s'agit pas chez nous de forcer les gens et d'imposer des distractions nous voulons simplement créer des possibilités dont chacun pourra profiter comme il l'entendra. Sans disposer d'un appareil de dictature, nous voulons prouver au monde que la démocratie est aussi en mesure de créer une grandiose organisation de loisirs ouvriers."

Amsterdam, le 14 novembre 1936.

Schmidlechner est enfin relâché. (I.T.F.) Les protestations de la presse et des organisations ouvrières des pays démocratiques contre la condamnation du cheminot autrichien Franz Schmidlechner à cinq ans et demi de détention, prononcée sur la base de déclarations d'un malfaiteur récidiviste, sont devenues à tel point désagréables à la dictature "chrétienne" qu'elle a relâché la victime de ses sentiments de vengeance.

Existences brisées.

(I.T.F.) Il y a quelque temps 16 agents des tramways viennois étaient arrêtés. La police les accusait d'avoir secouru un collègue révoqué et d'avoir participé à une collecte en faveur des travailleurs espagnols. Bien que leur participation à une collecte clandestine ne pût pas être prouvée, ils furent tous condamnés à des peines policières et révoqués de leur emploi. Ce sont presque tous des pères de famille dont un avait 31 années de service.

Discussions autour du "plan quadriennal" d'Hitler

(I.T.F.) Nous empruntons à un rapport confidentiel de la Gestapo allemande le passage suivant, caractéristique du véritable état d'esprit parmi les travailleurs allemands, relatif à une assemblée d'entreprise dans l'atelier de réparation de la Reichsbahn à X. : Le chef d'entreprise ouvrit l'assemblée par des reproches violents pour l'attitude adoptée par le personnel lors de la dernière réunion. Il était inouï qu'une partie du personnel fût rentré chez lui pendant la diffusion d'un discours d'Hitler. A l'avenir on fermerait les portes et on y ferait la garde. Un membre du parti national-socialiste voulut savoir si la participation aux assemblées n'était pas facultative. Le chef répondit: certes, mais pour stimuler l'esprit de communauté il est nécessaire de poser certaines limites à cette latitude. Un propagandiste du Front du travail fit alors une conférence sur la signification du congrès de Nuremberg. La portée de son discours était: il est nécessaire d'augmenter le rendement de 20% afin de donner à la Reichsbahn la possibilité de remplir ses devoirs sociaux, cela non seulement dans l'intérêt de la nation mais aussi dans celui du personnel car sans cette augmentation du rendement un relèvement du niveau des salaires serait impossible. Après la conférence l'auditoire pouvait poser des questions auxquelles l'orateur répondrait. On demanda: comment augmenter le rendement de 20%? Acquerra-t-on de nouvelles machines? Le rythme du travail sera-t-il accéléré? Réduira-t-on les taux du travail aux pièces ou diminuera-t-on les temps alloués? L'effectif du personnel sera-t-il augmenté? En cas d'augmentation du rendement de 20% la rétribution sera-t-elle augmentée dans la même proportion? Un ouvrier demanda si son raisonnement était exact: si on devait accomplir 20% de plus que jusqu'ici, cela voulait dire qu'aujourd'hui on ne faisait que les 4/5èmes d'un rendement complet. Avant la guerre on effectuait 5/5èmes en 10 heures, aujourd'hui 4/5èmes en 8 heures. Il fallait donc faire 1/5ème soit 20% de plus en 2 heures de plus. En jugeant objectivement on devait dire que c'était là de la justice compensatrice de la réduction des heures de travail pratiquée dans le temps sans réduction des salaires. Enfin encore une question du membre du parti déjà cité: travaillera-t-on de nouveau de 6 heures du matin à 6 heures du soir avec un repos à midi? Alors les ouvriers n'auraient plus besoin de "Kraft durch Freude" parce qu'ils n'auraient plus du tout de loisirs. Entretemps il s'était fait tard. Le rapporteur déclara que, vu qu'il devait encore parler dans une autre assemblée, il ne pourrait à son regret plus répondre aux questions. La prochaine fois cependant il se ratrapperait. L'assemblée se termina dans une vive agitation.

Participation sur commande.

(I.T.F.) La section "Transports et services publics" du Front allemand du Travail avait organisé (le 6 novembre) à Berlin une "Parade des Communications" à laquelle devaient participer outre les cheminots, agents de tramways et agents des P.T.T. de Berlin, des délégations de la grande banlieue berlinoise. Dans les établissements importants le personnel fut invité à se faire inscrire pour la manifestation. Toutefois, bien que des billets de transport gratuits fussent disponibles, le nombre des cheminots et agents des P.T.T. se faisant inscrire de leur plein gré était si minime que les chefs durent lancer un ordre de participation pour pouvoir remplir les trains spéciaux.